

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ORGANE OFFICIEL DE LA CHAMBRE SUISSE DE L'HORLOGERIE

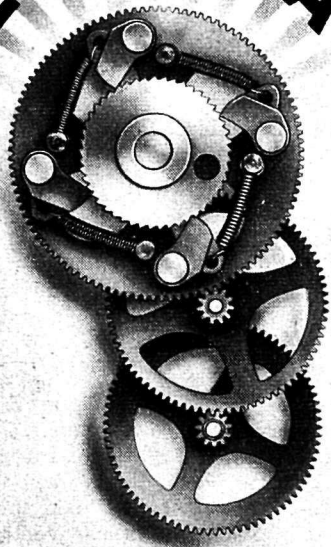
DES ASSOCIATIONS PATRONALES, DES CHAMBRES DE COMMERCE, DES BUREAUX DE CONTRÔLE, DE L'INFORMATION HORLOGÈRE SUISSE
ET DE LA FIDUCIAIRE HORLOGÈRE (FIDHOR)

*l'Encadrement
de
l'Œuvre*



Création
E. PIQUEREZ S.A.
BASSECOURT

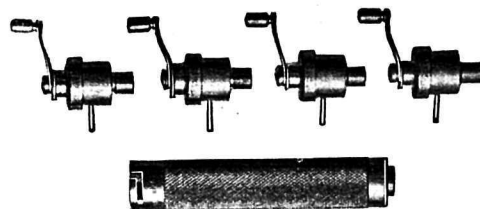
L'AZUREA



PIGNONSET ROUES
en tous genres

CÉLESTIN KONRAD
MOUTIER (SUISSE)

Estrapades nouvelles




pour montres, modèle à main,
avec tasseaux Nos 00 à 15,
pour toutes les grandeurs.

ANCIENNE MAISON

SANDOZ FILS & C^o S. A.

LA CHAUX-DE-FONDS
Rue Léopold-Robert 104 - 106

Fournitures industrielles



GOGLER PUBLICITÉ
LA CHAUX-DE-FONDS

**FABRIQUE
DES
RESSORTS**



Energie

MAURICE
BRACHOTTE
SAINT-IMIER SUISSE

fait, ils sont les seuls à avoir secouru les peuples en détresse jusqu'à maintenant: ils restent tenus à distance, n'ayant même pas la qualité de Nations-Unies.

Ainsi, les Trois parleront à Potsdam certainement de l'Allemagne et de l'Europe, vraisemblablement de l'Italie et de la France, ne serait-ce que pour évoquer le cas des colonies de la première ou des Etats du Levant. Mais, le succès de leurs délibérations dépendra de leur collaboration.

L'U. R. S. S. n'a pas encore achevé son expérience. Elle tiendra à poursuivre sa politique de sécurité stratégique. Sortie des restrictions de Brest-Litovsk et de Riga, elle voudra délimiter son glacie par la Baltique, la Prusse orientale, les Etats slaves et jusqu'en Autriche. Profitant de la conjoncture actuelle qui lui est favorable,

elle vise à la Méditerranée demandant la revision de la Convention des Détroits, assistant la Bulgarie en Macédoine, la Yougoslavie à Trieste, obtenant de participer à la conférence de Tanger. Exigerait-elle d'entrer en guerre contre le Japon... au lieu de s'y faire prier ?

Les Anglo-Américains pourraient se déclarer d'accord avec ce programme, à la condition qu'on ne créât pas au travers de l'Europe une frontière imperméable, vite dangereuse. L'Amérique de Truman serait disposée de prolonger à l'Etat eurasiatique les crédits Prêt-et-Bail et à lui offrir la garantie supplémentaire d'une alliance militaire...

Le Pacte de San-Francisco se trouverait, ipso facto, consolidé et l'on aurait introduit la conférence de la Paix.

Ch. B.

Transports de demain

REPRISE DE LA NAVIGATION MARITIME INTERNATIONALE

(by) L'Amérique War Shipping Administration communique que la fin de la guerre en Europe a déterminé une amélioration dans la circulation de la marine marchande. Le pool allié est en mesure de mettre à la disposition du continent un plus grand nombre de bâtiments destinés aux importations européennes. Le programme des livraisons américaines de céréales et de farine a déjà été amené au chiffre de 1,5 million de tonnes mensuellement. Ce montant pourra être maintenu pendant les mois d'été. Dès la fin de celui-ci toutefois, par suite des grands transports de guerre prévus pour l'Extrême-Orient, il faut s'attendre à une nouvelle crise de la navigation. Cependant, les pays européens pourront compter à ce moment sur leurs propres récoltes.

De même, on a pu mettre beaucoup plus de bateaux, provisoirement, sur les routes maritimes de l'Amérique du Nord à l'Amérique latine. Le tonnage supplémentaire ira au bénéfice de l'exportation américaine de charbon, alors que les navires prendront au retour des minerais, des oléagineux, des graisses et du café. Peut-être, l'Europe tirera-t-elle profit indirectement de cette circulation.

La marine suédoise entre en action. Nous avons déjà dit quels avaient été les pourparlers de l'Association des armateurs suédois avec le pool allié. Ils portaient sur l'utilisation du tonnage excédentaire suédois, une fois supprimé le barrage du Skagerrak, et l'entrée de la Suède dans le pool dès la fin de la guerre européenne.

Ce jour même, les marins scandinaves commencèrent à pêcher les mines des détroits. En quinze jours, ils y avaient ouvert un chemin provisoire. La première condition de la reprise maritime était ainsi obtenue. Dès ce moment, les expéditeurs de Stockholm se préparaient à reprendre le contact avec la Suisse par voie de mer.

Vers le 20 mai, on signalait les trois premiers vaisseaux suédois partant de Göteborg pour l'Argentine, le Mexique, Lisbonne et Valence. De nombreux autres bateaux étaient chargés dans d'autres ports du Royaume. Néanmoins, les navigateurs durent rester prudents, car le danger des mines dans la Baltique et notamment dans les eaux britanniques persistera des années encore. Pourtant, l'Office d'Etat d'assurance de guerre suédois prévoit une forte diminution des primes d'assurance maritime.

On attendait vers la fin mai, du pool de Londres, une répartition des tonnages provisoire. Un vapeur destiné à l'exportation en Suisse devait prendre au retour des marchandises suisses pour la Suède. Toutefois, cette relation nouvelle allait dépendre des conditions encore difficiles des ports de Toulon et de Gênes. L'obstacle ne provient pas, en tous cas, du manque de désir des milieux économiques suédois d'établir des rapports avec notre pays le plus vite possible.

Dès le début de juin, 17 bâtiments scandinaves quittèrent la péninsule pour la haute mer. Un moment, on crut qu'ils ne partiraient pas, car les marins menaçaient de faire grève. Celle-ci put être écartée, à la dernière minute, par un nouvel accord de salaires.

A la suite d'une entente avec l'United Maritime Authority, il fut décidé que tout le tonnage disponible suédois, soit 1,5 million de tonnes en chiffres ronds, sera utilisé pour la Suède d'abord, la reconstruction internationale et les actions de secours ensuite.

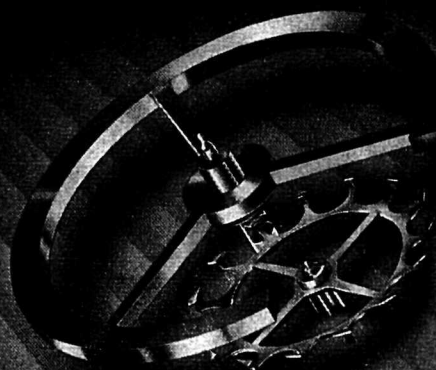
A la suite des négociations, on consentit aux Suédois des frètes Suède-Amérique pour la cellulose à 8 dollars la tonne, soit le double d'avant guerre. En Suède même, 1 million de tonnes de cellulose est prêt à être livré. Mais, le Contrôle des prix américains n'a pas l'intention, paraît-il, d'accepter de telles conditions.

Ces jours derniers, le président de l'Association des armateurs suédois, le consul général Carlsson, critique dans la presse l'activité du pool international de navigation. Il propose différentes mesures pour que ce premier grand essai d'une collaboration entre peuples aboutisse au succès de la reconstruction. Les Suédois craignent qu'une organisation aussi massive que le pool laisse peu de place à l'initiative privée. La bureaucratie conduirait à des attermoiements et à une utilisation irrationnelle des tonnages. La preuve en a été faite, récemment, et l'on en conçoit quelque inquiétude pour l'avenir. On emploierait mieux les quelque 60 millions de tonnes disponibles en centralisant l'organisation, au lieu de la dissocier en deux centrales, Washington et Londres. Il en résulte des malentendus et des pertes de temps coûteuses. Carlsson propose, en outre, de limiter la direction aux questions de principe et de confier l'exécution aux armateurs privés.

IMPRIMEURS : HAEFELI & Co, LA CHAUX-DE-FONDS



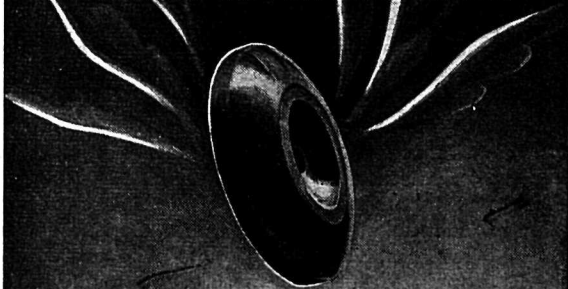
CYLINDRE



**ASSORTIMENTS
ET
FOURNITURES**

CYLINDRE S.A.
LE LOCLE SUISSE TEL. 313 48

PierreBRUNNER
successeur de BRUNNER FRÈRES



**PIERRES FINES
EMBOUTISSAGES**
LE LOCLE SUISSE



Messieurs les fabricants
sont priés de s'adresser pour tout
ce qui concerne leur publicité, quotidiens,
illustrés, journaux techniques,
à

PUBLICITAS

Neuchâtel, téléphone 5.42.25
La Chaux-de-Fonds, téléphone 2.14.94
Saint-Imier, téléphone 4.10.77
Bienne, téléphone 2.55.45

Politique commerciale

LES AVOIRS SUISSES EN STERLING

L'annonce d'une nouvelle réglementation des avoirs américains et suisses en sterling a donné lieu aux suppositions les plus diverses.

Officiellement, on affirme que la politique actuelle des devises ne sera pas changée et que la relation future entre la livre et le dollar restera telle quelle. Même assurance en ce qui concerne le rapport du sterling et du franc.

La communication que le cours garanti des Registered Accounts a été dénoncé pour fin juin, avec délai de transfert jusqu'à fin septembre, place les créanciers en sterling devant d'importantes décisions. Ces dernières dépendront fortement de l'évolution du trafic des devises britanniques. Le transfert des Registered Accounts au cours garanti de 4,025 dollars, déduction faite des commissions bancaires, ceci pour les avoirs américains, et de 17,30 francs suisses, pour les avoirs suisses, peut être exigé en tout temps jusqu'à fin septembre. L'unique possibilité consiste à transformer les Registered Account en nouveaux American Accounts, respectivement en Swiss Accounts, mais qui n'ont plus la garantie des devises. C'est dans la même catégorie d'American, respectivement Swiss Accounts qu'on transformera les actuels Old Sterling Accounts, ainsi que les Sterling Area Accounts. Ainsi, à l'avenir, il n'y aura plus qu'une catégorie d'American ou de Swiss Accounts, abstraction faite des Blocked Capital Accounts. En outre, les anciennes Central American Accounts subiront le même traitement que les American Accounts. Ajoutons que les avoirs du Liechtenstein sont assimilés aux Swiss Accounts.

Apparemment, la transformation des Swiss Registered Accounts en Swiss Accounts, en suspendant la garantie de change, n'en élargira pas les possibilités d'emploi. Seuls, les possesseurs de Sterling-Old Accounts et de Sterling Area Accounts bénéficient, grâce à la transformation en Swiss Accounts, du grand avantage de pouvoir, en tout temps, transférer en francs les sterlings au cours officiel. De plus, les Swiss Account unifiés peuvent naturellement, comme jusqu'à maintenant, être utilisés pour payer les importations en provenance de Grande-Bretagne et des autres territoires du bloc sterling.

A partir du 1^{er} juillet, les avoirs en sterling seront comptabilisés, sans aucune garantie de cours, dans les Swiss Accounts. Ceci ne signifie pas que le cours de transfert sera garanti à la valeur du marché libre, car on ne pense pas, à Londres, abandonner la réglementation officielle des changes.

Aussi longtemps que les autorités britanniques et suisses ne s'entendent pas pour adopter, par un accord monétaire et financier, un nouveau cours officiel, la Banque d'Angleterre fixera unilatéralement, de temps en temps ou même de jour en jour, le cours auquel le Contrôle des devises permettra d'exécuter les transferts. On ne sait pas si les offices anglais désirent une modification du change franc sterling. Il n'existe d'ailleurs aucune réclamation britannique à ce sujet.

Ce sera affaire de l'initiative suisse de demander, en temps voulu, ou une stabilisation durable ou bien une nouvelle réglementation des changes, peut-être en négociant un accord monétaire et de paiements.

Ce n'est un secret pour personne que les cercles britanniques intéressés aimeraient volontiers traiter avec la Suisse sur la base sur laquelle ils ont traité avec la

Suède. Cela signifierait qu'ici, comme en Scandinavie, on accepterait de prendre le risque de changes en contrepartie de très importants crédits de livraison ou de vente, dans les premières années d'après-guerre. Les exportations suisses qui entreraient en ligne de compte, mais dépendraient de l'obtention de crédits, correspondraient à des commandes supplémentaires et apporteraient à la Suisse un bénéfice incontestable.

Pour juger de la question, il ne faut pas perdre de vue le facteur psychologique. La question est, en effet, de savoir quelle valeur nous attribuons à la sympathie et à la bonne volonté de l'Angleterre et comment on réagirait chez nous en face d'une dévaluation relative de la livre par rapport au franc suisse. Une comparaison des prix et salaires entre la Grande-Bretagne et la Suisse conduit à la conclusion que le change de 17 fr. 35 la livre est, à l'heure actuelle, dit la « N. G. Z. », moins justifié qu'au début de la guerre. Y.

Dans nos fabriques

Nous avons reproduit le communiqué de la F. O. S. C. informant que M. Bernard Breguet s'était retiré de la raison sociale « Les Fils de J. Breguet-Breting ».

Nous apprenons aujourd'hui que M. Bernard Breguet s'occupe d'une nouvelle affaire pour la construction et l'exportation de machines brevetées pour la fabrication du pain de blé.

Nous souhaitons à M. Bernard Breguet une bonne réussite dans sa nouvelle entreprise.

Chambre suisse de l'horlogerie

Dans sa séance du 13 juillet, le Conseil d'Etat de la République et canton de Neuchâtel a nommé M. Edgard Primault, à Berne, en qualité de délégué à l'Assemblée générale de la Chambre suisse de l'horlogerie, en remplacement de M. Max Petitpierre, démissionnaire.

**

L'Assemblée des délégués de la Chambre suisse de l'horlogerie se réunira

Mardi 24 juillet 1945, à 14 h. 30 au Schweizerhof,
à Berne,

avec l'ordre du jour suivant:

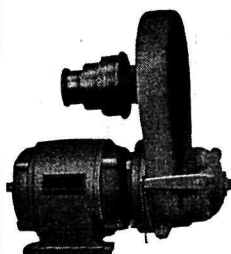
1. Procès-verbal de l'assemblée du 7 décembre 1944.
2. Comptes de l'exercice 1944. Présentation, rapport du vérificateur de comptes et adoption.
3. Rapport du directeur sur l'activité de la Chambre, pendant le premier semestre 1945.
4. Nomination de trois membres au comité central, en remplacement de MM. Max Petitpierre, Bernard Stamm et Bernard Breguet, et d'un membre pour y représenter l'U. B. A. H.
5. Divers.

M. le Conseiller fédéral Max Petitpierre honorera l'assemblée de sa présence.

L. KISSLING & C^o ZURICH-SEEBACH

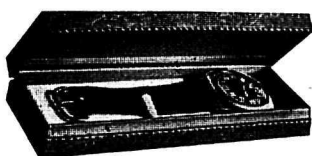
FABRIQUE DE MACHINES
Téléphone (051) 46.64 00

Commande individuelle



de tours d'établi

Embrayage et arrêt par pédale sur
accouplement avec frein. Ajuste-
ment universel, marche silencieuse.
LIVRABLE DU STOCK



*Étuis soignés pour
montres soignées*

Demandez notre riche
collection d'étuis
classiques et fantaisie

J. Langenbach s.a.

Spécialistes du cartonnage chic

Lenzburg
(Argovie)

PIERRES CHASSÉES, CHATONS, BOUCHONS

ALBERT STEINMANN

Rue Léopold-Robert 109
Téléphone 2.24.59

LA CHAUX-DE-FONDS

Des pierres de qualité — Un travail précis
Surveillé par un technicien

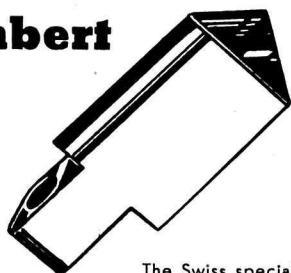
Seul fabricant des machines à calculer «STIMA» et «TREBLA»

Se charge de la fabrication de tous genres de
compteurs et de tous travaux de grande série

P.-H. Lambert

Gorgier

(Suisse)



*Le spécialiste suisse
des pitons acier tous genres*

The Swiss specialist
for steel studs of all
kinds

BUREAU DE
REPRESENTATION
A. REININ
LE PONT ENTRE LE CLIENT
ET LE FABRICANT

*est à votre disposition pour
tout ce qui concerne les
articles qu'il représente*



Catalogues et échantillons sur demande.
Commission

EXPÉDITION D'HORLOGERIE POUR LA FRANCE

Henri Grandjean La Chaux-de-Fonds

SERVICE RAPIDE RÉGULIER PAR ROUTE DE LA CHAUX-DE-FONDS A MORTEAU CHAQUE VENDREDI
TRANSITAIRE : MAISON HENRIOT JACOUTOT, MORTEAU

Le commerce extérieur de la Suisse en juin 1945

Comparativement à mai 1945, le mois de juin est marqué par un accroissement des importations et un recul des exportations, ce qui se traduit par une diminution du solde actif de notre balance commerciale. Les importations ont atteint 75,5 millions de francs et ont donc augmenté de 12,7 millions par rapport au mois de mai 1945, alors que les exportations ont, en comparaison du mois précité, rétrogradé de 6,9 millions pour tomber à 134,3 millions de francs. Au regard de juin 1944, l'évolution de notre commerce extérieur est caractérisée par des chiffres d'importation sensiblement en baisse, ainsi que par des valeurs d'exportation légèrement en hausse, avec un mouvement quantitatif décroissant.

Exportations

D'après les indices quantitatifs pondérés des valeurs, donc compte tenu des interventions importantes survenues dans l'assortiment des marchandises et après élimination des fluctuations de prix susceptibles de fausser les comparaisons, nos exportations, avec 62,4, ont fléchi de 2 % comparativement à mai 1945. En revanche, par rapport à juin 1944, nos ventes ont progressé de 13 % en chiffre rond. Cet indice accru, en présence de quantités fortement en régression, résulte de livraisons relativement plus abondantes de produits de grande valeur.

NOS PRINCIPAUX FOURNISSEURS ET DÉBOUCHÉS

	Importations				Exportations			
	Juin		Participation		Juin		Participation	
	1944	1945	1938	Juin 1945	1944	1945	1938	Juin 1945
	en millions de francs		en % des importations totales		en millions de francs		en % des exportations totales	
Allemagne	47,2	2,3	23,22	3,05	50,2	0,05	15,66	0,03
France	5,2	13,2	14,26	17,53	1,5	18,0	9,22	13,41
Italie	3,2	4,1	7,26	5,49	0,3	—	6,93	—
Grande-Bretagne	0,1	0,4	5,91	0,53	1,6	3,6	11,25	2,71
Portugal	1,1	0,8	0,28	1,01	2,1	8,6	0,59	6,41
Espagne	8,7	8,4	0,34	11,12	3,0	9,1	0,39	6,79
Argentine	3,6	10,6	3,64	14,02	1,3	14,2	2,72	10,55
Brésil	0,5	4,4	0,74	5,89	1,1	7,3	1,26	5,42
Indes britanniques	0,04	1,4	1,44	1,84	2,3	7,2	1,77	5,38
Ceylan ; Maldives	1,0	2,3	—	3,08	0,03	0,1	—	0,07
Canada	0,6	6,8	1,50	9,04	0,9	2,9	1,12	2,17
Etats-Unis	2,5	4,8	7,80	6,42	5,2	26,2	6,89	19,52
Afrique orientale portugaise	0,6	3,0	—	4,02	0,05	0,7	—	0,49

Nos principaux fournisseurs et débouchés

Parmi les pays voisins, seule la France enregistre un mouvement qui dépasse proportionnellement celui de l'année 1938. Nos exportations en Allemagne et en Italie ont pour ainsi dire cessé et nos importations, spécialement celles d'Allemagne, restent faibles. Dans la constataction des autres pays européens, l'Espagne surtout est devenue un de nos principaux partenaires commerciaux et le marché portugais se signale à nouveau par

une remarquable capacité d'absorption pour les produits suisses. En ce qui concerne les pays d'outre-mer, il convient de relever que les Etats-Unis ont acheté presque un cinquième de notre production totale exportée et l'Argentine un dixième environ. En outre, 14 % de nos achats proviennent de ce dernier pays. Notre commerce extérieur avec l'Inde britannique suit une ligne ascendante. Nos importations de Ceylan consistent principalement en thé et celles de l'Afrique orientale portugaise en fruits oléagineux.

Avis de L'Information Horlogère Suisse

LA CHAUX-DE-FONDS
Rue Léopold-Robert 42

Enquête

Marques Oasis et Carten

Pour une enquête pénale se rapportant à des vols de montres, le Parquet de Bâle-Ville désire savoir quels sont les fabricants des montres portant les marques « Oasis » et « Carten ».

Ces marques n'étant pas déposées, nous prions les intéressés de s'annoncer chez nous.

Marques de fabrique et marques internationales

Nous avons créé un répertoire des marques horlogères et des marques internationales.

Nos sociétaires peuvent se renseigner chez nous, en formulant désormais leurs demandes sur papier libre, le tarif demeurant inchangé.

D'autre part, nous nous chargeons également de déposer des marques de fabrique, en faisant les recherches préalables et toutes les démarches nécessaires.

Vacances horlogères

Les bureaux de l'Information horlogère suisse seront fermés pendant la semaine de vacances horlogères, soit du 30 juillet au 4 août 1945.

Perspectives économiques

LA SITUATION EN HONGRIE

L'installation à Budapest d'un cabinet Miklós a ouvert une nouvelle étape dans la politique économique hongroise. Le gouvernement se compose de trois généraux, de trois socialistes de gauche, de deux social-démocrates, de deux communistes, de deux petits paysans et de un sans-parti. Il a donc de très nettes tendances sociales, mais est considéré par la population comme ne devant pas survivre à la période de transition, laquelle pourrait être au surplus assez longue.

Des ordonnances économiques ont été édictées par le commandant russe de la capitale. Il s'agit avant tout de l'organisation du service civil, dans l'intérêt d'un rapide nettoyage des édifices détruits. Des rues et même des quartiers entiers ont été complètement dévastés. Aussi, tous les hommes de 16 à 60 ans et toutes les femmes de 16 à 50 ont-ils été mobilisés.

Les autorités doivent encore aussi résoudre une très sérieuse crise des transports. Le réseau des P.T.T. est complètement désorganisé. Au lieu des nombreux ponts jetés sur le Danube, on n'en a rétabli que quelques-uns. Certains servent au trafic militaire. Les chemins de fer manquent de matériel roulant, les routes de chevaux et d'automobiles. Les transports militaires, le transit russe et même les travaux de reconstruction aggravent la situation.

Enfin, il faut songer, dans ces conditions difficiles, à ravitailler la population. Celle-ci ne reçoit que 100 grammes de pain par jour et de petites quantités de pommes de terre. Le parti communiste a organisé une action sociale en faveur des ouvriers. Faute d'alimentation, il a fallu évacuer plusieurs milliers d'enfants dans la campagne. Ces derniers jours, on a inauguré un nouveau système de rationnement, assurant à chacun un minimum de denrées alimentaires à des prix fixes et bon marché, le reste étant abandonné au « marché noir légal ».

La question de la monnaie est loin de trouver une solution. Le dictateur Szalasi avait emporté le trésor de la Banque nationale et la presse à billets en Autriche. Il avait émis des coupures de 1000 pengös qu'on ne pouvait, en novembre déjà, échanger qu'avec une perte de 5 %. L'Armée rouge et le nouveau gouvernement hongrois ont lancé plus tard des bons de caisse « bleus-blancs », sous le nom de « Vörös Hadtest », mais qui dans le trafic libre, ont souffert immédiatement d'un disagio de 20 %. La désorganisation monétaire ayant conduit à la suppression du trafic forcé des devises, lequel n'avait plus aucun sens étant donné la paralysie du commerce extérieur, le trafic libre des devises a été autorisé. Au début de juin, le cours était de 860 à 900 pengös la livre, 355 le dollar et 86 à 88 le franc suisse. Le nouveau chef de la nation a la tâche difficile de frapper une population appauvrie de hauts impôts, tout en supprimant le chaos monétaire. Toutefois, la stabilisation des conditions financières exigera un temps assez long.

Sous l'influence de l'inflation et des réquisitions russes, les prix ont subi une évolution spéciale. Les difficultés du rationnement et la tendance des paysans à vendre au plus vite les stocks cachés pour en éviter la réquisition ou le pillage a eu pour résultat de conduire à une diminution de prix sur le marché noir, transformé ainsi en marché légal.

Les estimations concernant les récoltes sont défavorables. En automne, les travaux agricoles n'ont pu être effectués en raison de la guerre, de la mobilisation et de la fuite en masse de populations habitant l'est du pays. Au printemps, on manqua de chevaux. Le ravitaillement de la Honved, les saisies ordonnées par les Allemands lors de leur retraite, le cours au ralenti de l'offensive russe ont fait de la Hongrie un pays sans chevaux et, chose extraordinaire, importateur de céréales. On peut admettre que les premiers effets de la réforme agraire compliqueront encore le rétablissement. La coopérative « Futura » cherche à assainir le marché des céréales et à égaliser les récoltes des différents comitats. C'est pour venir en aide au peuple hongrois que l'U.R.S.S. cherche à provoquer une union douanière entre la Hongrie et la Roumanie. Cette collaboration précéderait celle des Etats agricoles du sud-est de l'Europe, sous les auspices des Soviétiques.

L'industrie a dû livrer une partie de son matériel aux Russes; de nombreuses fabriques travaillent également pour ceux-ci. Un commissaire soviétique contrôle la capacité de production, sans considération de la durée du travail. L'U.R.S.S. réclame des montres, des bicyclettes, des appareils téléphoniques, des souliers, du linge et des habits, surtout des machines, en particulier celles de l'industrie électrotechnique.

La Hongrie s'oriente, bon gré mal gré, vers des relations économiques plus étroites avec l'U.R.S.S. Les Russes y tiennent pour leur reconstruction et les Hongrois doivent s'y employer en raison des conditions d'armistice. La grande difficulté de ces rapports résulte des procédés différents de l'économie planifiée soviétique, individualiste, et, hongroise, privée.

En résumé, la Hongrie est aujourd'hui moins intéressante pour les échanges internationaux, à moins qu'elle ne serve d'intermédiaire commercial entre l'Occident et l'U.R.S.S. cb.

Transports maritimes suisses

Communication n° 123 de l'Office de guerre pour les transports, du 16 juillet 1945

Exportation

Lisbonne—Philadelphie:

« Helene Kulukundis » XXVIII, a quitté Lisbonne le 27 juin. Décharge actuellement à Philadelphie.

Toulon—Philadelphie:

« Lugano » XV, mise en charge à Toulon vers la fin de juillet/au début d'août 1945.

Toulon—Lisbonne—Amérique du Sud:

« Kassos » XXV, mise en charge à Toulon dans la deuxième quinzaine de juillet, exportation pour Lisbonne, Rio de Janeiro, Santos et Buenos-Ayres. Ne chargera des marchandises d'exportation pour Montevideo qu'à Lisbonne.

Toulon—Istanbul—Beyrouth—Alexandrie:

« Sântis » XII, mise en charge à Toulon vers la mi-août 1945.

Obligation de déclarer les avoirs allemands

Communication de l'Office suisse de compensation, Zurich

Comme il a déjà été publié dans les journaux, le Conseil fédéral a institué, par son arrêté du 29 mai 1945, l'obligation de déclarer les avoirs allemands bloqués en Suisse et dans la Principauté de Liechtenstein, conformément à ses arrêtés précédents.

Doivent par conséquent être déclarés à l'Office suisse de compensation les avoirs allemands dans le sens le plus large (non pas seulement les avoirs proprement dits, les créances et les objets de valeur, mais aussi les droits tels que droits d'assurances, etc.). Il est à remarquer que non seulement les avoirs des personnes domiciliées en Allemagne et des ressortissants allemands habitant à l'étranger doivent être déclarés, mais aussi les avoirs de citoyens allemands en Suisse, ainsi que les avoirs de personnes morales, sociétés commerciales et communautés de personnes ayant leur siège en Suisse et auprès desquelles il existe une participation allemande prépondérante. Sont astreints à la déclaration les ayants droit et tous ceux qui gèrent ou qui détiennent, qui ont en garde ou qui surveillent des biens allemands, ainsi que tous ceux qui ont des dettes ou qui ont pris des engagements envers des ressortissants allemands. Les personnes morales, les sociétés commerciales et les communautés de personnes ont l'obligation de déclarer les participations allemandes qui existent auprès d'elles.

La déclaration doit être faite à l'Office suisse de compensation jusqu'au 31 août 1945 au plus tard, au moyen des formules prescrites, en double exemplaire et selon la situation au 17 février 1945. Les avoirs qui ne tombent sous les mesures de blocage qu'après le 17 février 1945 (par exemple par suite d'héritage, de changement de domicile) doivent être déclarés au fur et à mesure dans les 30 jours. On pourra se procurer à partir du 16 juillet 1945 auprès de la Banque nationale suisse et de ses succursales, ainsi qu'auprès des grandes banques ou directement de l'Office suisse de compensation une circulaire détaillée traitant les questions qui se rapportent à l'obligation de déclarer les avoirs allemands, ainsi que les formules nécessaires à la déclaration. Les avoirs qui se trouvent en dessous des limites fixées par l'Office suisse de compensation ne doivent pas être déclarés pour le moment, mais restent soumis aux mesures de blocage. Ne doivent provisoirement pas être déclarés:

- a) les dettes ou engagements n'atteignant pas au total 5000 francs;
- b) les prestations périodiques, comme rentes, pensions, etc., pour autant qu'elles ne dépassent pas au total le montant annuel de 5000 francs;
- c) les biens qui sont administrés en Suisse et qui devraient être déclarés, mais qui ne dépassent pas au total la valeur de 5000 francs.

En outre, les ressortissants allemands en Suisse, dont le mobilier ne dépasse pas la valeur de 25.000 francs et dont les autres biens ne totalisent pas ensemble la somme de 20.000 francs, ne doivent pas encore faire de déclaration. Dans le doute, on consultera la circulaire détaillée de l'Office suisse de compensation (circulaire n° 4120).

Etre astreint à la déclaration et ne pas le faire, donner des indications incomplètes ou fausses, ainsi qu'empêcher d'une façon ou d'une autre l'exécution de la déclaration — aussi par négligence — est passible de peines sévères. L'Office suisse de compensation qui est autorisé à demander des renseignements à chacun, à procéder à des révisions de livres et à des contrôles et qui peut requérir la collaboration des autorités judiciaires et administratives, peut aussi ordonner que les avoirs pour lesquels la déclaration n'a pas été faite ou n'a été qu'imparfaitement exécutée soient déposés dans un lieu désigné par lui.

L'obligation de déclarer instituée par l'arrêté du Conseil fédéral se limite tout d'abord aux avoirs allemands en Suisse, les créanciers suisses envers des ressortissants allemands ou envers l'Allemagne ne doivent donc pas faire de déclaration pour l'instant.

Service postal avec l'étranger

Les lettres jusqu'à 50 gr. et les cartes postales, ordinaires, recommandées, par express ou par avion, sont de nouveau admises à destination de la Norvège.

La ligne aéropostale Paris—Londres a été réouverte récemment. Elle sera empruntée aussi pour le transport de lettres et de cartes postales avec surtaxe aérienne de Suisse pour Londres, la Grande-Bretagne, l'Irlande du Nord, l'Etat libre d'Irlande, les dominions et colonies britanniques, la Suède, la Norvège, la Finlande, ainsi que pour toute l'Amérique et d'autres pays d'outre-mer.

L'interdiction, édictée en 1941, d'exporter des marchandises par la poste aux lettres a été supprimée. Les imprimés, échantillons de marchandises et petits paquets pour la France et en transit par ce pays ne sont toutefois pas encore admis. Aussi longtemps que subsistera cette restriction, les envois de marchandises doivent être expédiés comme lettres ou colis postaux. Le poids maximum admis pour les lettres est de 2 kg. à destination de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique, y compris leurs dominions, colonies et possessions; il est, jusqu'à nouvel avis, de 50 gr. à destination de tous les autres pays avec lesquels le service de la poste aux lettres est possible actuellement, à l'exception de l'Italie et de l'Etat du Vatican, qui n'admettent que les lettres jusqu'à 40 gr.

Il incombe à l'expéditeur même d'observer, le cas échéant, les prescriptions étrangères relatives au blocus, c'est-à-dire de joindre aux envois des certificats d'origine et d'intérêt (C. O. I.). La poste ne peut assumer ni engagement ni responsabilité à ce sujet. De tels envois sont donc acceptés à l'expédition même sans les dits documents étrangers.

Commerce extérieur

BOLIVIE - PERMIS D'IMPORTATION

Aux termes d'une communication complémentaire de La Paz, les marchandises expédiées avant le 1^{er} août (et non avant le 15 juillet) 1945 sont dispensés du permis d'importation.

Restrictions provisoires, etc., dans le service postal international

(Extrait de la Feuille officielle des postes, télégraphes et téléphones, n° 30/1945)

Les prescriptions postales A 28 (prescriptions douanières, etc.) contiennent des indications générales et dans la règle durables, relatives aux interdictions et restrictions d'importation, d'exportation et de transit des envois de marchandises à destination de l'étranger.

En complément, nous publions ci-après, en tant que les tarifs ou le tableau des communications postales avec l'étranger n'en font pas mention déjà, les dispositions de caractère provisoire concernant les restrictions, interdictions et permis d'importation, etc., ainsi que les suspensions de services et les prescriptions relatives au service des paiements.

Toutefois, l'importation de certaines marchandises est soumise dans différents pays à des restrictions ou interdictions qui ne peuvent être mentionnées ni dans les prescriptions A 28 ni dans la présente publication, la poste elle-même n'étant pas renseignée à leur sujet ou ne possédant que des données insuffisantes. Afin d'éviter des retards ou des ennuis, il appartient donc en principe aux exportateurs de s'assurer avant l'expédition que les destinataires possèdent une autorisation d'importation et ont rempli, selon le cas, les autres formalités voulues. Au surplus, la Division du commerce du Département de l'économie publique, à Berne, indique si les marchandises peuvent être introduites dans le pays de destination ou transiter par un tiers pays et, le cas échéant, à quelles conditions. La poste décline tout engagement et toute responsabilité à ce sujet.

En ce qui concerne l'exportation de marchandises par la poste aux lettres, voir la F.P.T. n° 95/1945. La formule 517, que l'on peut se procurer à tous les offices de poste, indique les pays qui admettent les objets de correspondance avec marchandises passibles de droits de douane.

Belgique * **.

Bolivie. L'administration des postes de Bolivie a suspendu, jusqu'au retour de conditions normales, l'échange des coupons-réponse contre des timbres-poste, sauf avec les pays d'Amérique. Il est donc inutile, jusqu'à nouvel avis, de joindre aux lettres à destination de la Bolivie des coupons pour l'affranchissement de la réponse.

Bulgarie *. Tous les paiements assujettis au clearing doivent être faits à la Banque nationale suisse, à Zurich, compte de chèques postaux n° VIII 939.

Cuba. L'importation de correspondance, renfermant des signes ou des mots convenus est interdite.

Espagne * (y compris tous les territoires sous souveraineté espagnole, sauf Tanger). L'Espagne interdit l'importation et l'exportation de billets de banque.

Tous les paiements assujettis au clearing doivent être effectués à la Banque nationale suisse, à Zurich, compte de chèques postaux n° VIII 939. Les paiements à destination de la République d'Andorre ne sont pas assujettis au clearing.

France * **. En plus des droits de douane, les marchandises d'origine étrangère sont frappées, à leur entrée en France, d'une surtaxe fixée actuellement à 9 %. Cependant, les destinataires qui ont pris la qualité de

producteur et dont le nom figure au répertoire général des producteurs établi par l'Administration française des contributions indirectes sont admis à différer le paiement de cette surtaxe.

Pour que les destinataires puissent bénéficier de cette suspension de paiement, les déclarations en douane des colis postaux adressés à des producteurs domiciliés en France doivent mentionner le numéro et le nom du département sous lesquels le destinataire est immatriculé au répertoire général précité. En outre, un avis réglementaire d'importation en suspension de taxe doit être remis au bureau de douane chargé du dédouanement. Afin d'éviter tout retard en France dans l'acheminement de ces colis postaux sur leur destination définitive, les expéditeurs ont donc intérêt à apporter les indications nécessaires sur la déclaration en douane et à joindre à celle-ci, après entente avec le destinataire, l'avis réglementaire d'importation requis. La présence de cet avis d'importation doit être obligatoirement mentionnée sur la déclaration en douane.

Les monnaies et billets de banque français, coloniaux et étrangers, de même que les papiers-valeurs de tout genre (titres au porteur, titres de créances, coupons, etc.), ne peuvent être importés en France que par la Banque de France ou par des banques et agents de change désignés par le Ministre des finances. Des dérogations ne peuvent être accordées qu'exceptionnellement, sur autorisation du Ministre des finances. Les infractions à cette réglementation donnent lieu à l'application de pénalités qui prévoient la saisie et la confiscation éventuelle des billets par la douane.

Le transport de l'or est interdit en France, sauf autorisation spéciale de la Banque de France. Une tolérance est toutefois accordée aux particuliers pour le transport jusqu'à 50 gr. de métal sous forme de déchets d'or ou de bijoux hors d'usage. L'interdiction ne s'applique pas aux bijoux en bon état ni aux objets d'art ou de collection, à la condition qu'ils ne fassent pas l'objet d'un trafic ayant principalement en vue la valeur du métal.

En ce qui concerne les formalités spéciales pour les marchandises à destination de la France ou en transit par la France, voir le tarif des colis A 26. Au sujet de l'exportation de livres à destination de la France, voir F.P.T. n° 46/1943.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. L'importation et l'exportation de timbres-poste sont, dans le Royaume-Uni, soumis au contrôle officiel de l'Association philatélique britannique. En conséquence, tous les envois de timbres-poste pour le Royaume-Uni doivent être adressés à la personne à qui ils sont destinés, « c/o British Philatelic Association, Berners Street 3, London W 1 »; cette association les transmet à l'ayant-droit, une fois les formalités remplies.

En ce qui concerne les interdictions et restrictions d'importation, les certificats d'origine et d'intérêts et les export-pass britanniques, voir le tarif des colis A 26, pages 50 et 52.

Iran (Perse). Les devises ne peuvent être importées en Iran que par lettres avec valeur déclarée (service qui est toutefois suspendu actuellement), sous mention exacte du contenu sur l'enveloppe. Sont considérés comme devises: tous les billets de banque et papier-monnaie étrangers, tous les papiers-valeurs, tels que

chèques, traites, billets à ordre, autres valeurs bancaires, titres d'assurance, obligations, lettres de crédit, en un mot, l'ensemble des papiers-valeurs pouvant servir à spéculer. Les devises introduites en Iran par un autre moyen sont confisquées. Si les envois contenant de telles valeurs sont adressées à la Banque Mellié Iran ou à la Banque impériale d'Iran, ils ne sont toutefois pas soumis à la restriction dont il s'agit. Il est interdit d'importer en Iran des billets de banque de la Banque nationale de l'Iran.

Iraq. Jusqu'à nouvel avis, les objets de correspondance et les colis adressés poste restante ne sont pas admis à destination de l'Iraq. Les correspondances qui ne sont pas rédigées en langue anglaise, française, allemande, arabe, turque ou iranienne sont renvoyées à l'origine; si la chose n'est pas possible, elles sont détruites.

Irlande. L'or, les valeurs et fonds étrangers, les billets de banque, les lettres de change, les titres d'assurance, sur la vie, les actions, les obligations, les reconnaissances ou récépissés de dépôts de valeurs ou de titres, les actes de procuration ne peuvent être importés en Irlande que sur autorisation du Ministre des finances.

Islande. Les paiements de tout genre en provenance de l'Islande et l'importation de marchandises dans ce pays ne sont admis que sur autorisation préalable de l'office central des devises de l'Islande.

L'importation de monnaies et de billets de banque islandais, de même que de titres établis et payables en monnaie islandaise, est interdite. Cette restriction n'est cependant pas valable pour les chèques et autres assignations établis en monnaie islandaise et payables par les instituts bancaires officiels, ni pour les mandats de poste.

Italie * **. L'Administration des postes italiennes a suspendu l'échange de coupons-réponse contre des timbres-poste. Pour le moment, il est donc inutile de joindre aux lettres à destination de l'Italie des coupons pour l'affranchissement de la réponse.

Pour tout bulletin de versement ou avis de virement, l'expéditeur ou le mandant doit remplir l'avis de versement prescrit dans les relations avec la Banque nationale.

Colonies italiennes *. En ce qui concerne le service des paiements, voir Italie.

Maroc * (sans la zone espagnole). Les monnaies et les billets de banque de tout genre ne peuvent être importés au Maroc (sans la zone espagnole) que par la Banque de l'Etat du Maroc ou par les banques autorisées à cet effet. En ce qui concerne le service des paiements, voir France.

Pays-Bas * **.

Pologne. En ce qui concerne le service des paiements avec le territoire de l'ancienne République polonaise, voir F. P. T. n° 45/1941.

Roumanie * **. Les cartes postales avec des bandes d'adresse ou des feuilles à replier collées (tarif A 24, page 64, art. 113¹), ne sont pas admises dans les relations avec la Roumanie.

Les valeurs, les timbres-poste neufs et oblitérés, les chèques, titres, valeurs mobilières, etc., ne peuvent être importés en Roumanie que sous forme de lettres recommandées sans valeur déclarée (actuellement non admises). Le contenu de ces lettres recommandées n'est, au surplus, délivré aux destinataires que si ces derniers sont en possession d'une autorisation de la Banque natio-

nale de Roumanie. Jusqu'à nouvel avis, l'Administration des postes roumaines n'assume pas de responsabilité pour les envois postaux.

Suède. Les remboursements et les recouvrements à destination de la Suède ne sont admis que pour encaisser des primes d'assurance, des droits de douane, des taxes de transport, etc., ou le prix de marchandises importées simultanément ou antérieurement.

Les monnaies et billets de banque suédois ne peuvent être importés en Suède qu'avec l'autorisation de la Banque nationale suédoise, les titres suédois et étrangers de tout genre qu'avec un permis de cette banque ou de banques commerciales spécialement autorisées à cet effet.

Syrie, République libanaise et Gouvernement de Lattaquié. Les billets de banque de tout genre et les monnaies étrangères ne peuvent être importés en Syrie et au Liban que par la Banque de Syrie et du Liban, la Compagnie algérienne et le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, lesquels sont autorisés spécialement à cet effet.

Jusqu'à nouvel avis, les objets de correspondance et les colis adressés poste restante ne sont pas admis à destination de la Syrie, de la République libanaise et du Gouvernement de Lattaquié.

Turquie *. Les colis postaux contenant des objets dont l'importation est interdite ou soumise à des restrictions sont renvoyés sans autre à l'origine, sauf si l'expéditeur a indiqué sur les envois que ceux-ci devaient, en cas de non-remise, être réexpédiés sur un autre pays ou s'il en a déclaré l'abandon. La disposition préalable de l'expéditeur demandant à être informé de la non-remise n'est pas admise, car aux termes de la législation turque, ces colis-là ne peuvent pas être gardés en souffrance.

L'indication du lieu de destination sur les envois postaux pour la Turquie doit avoir lieu dans l'appellation turque (par exemple Ankara, Istanbul, Izmir, au lieu de Angora, Constantinople, Smyrne); au cas contraire, les objets courent le risque d'être renvoyés comme non distribuables.

Tous les paiements assujettis au clearing doivent être faits à la Banque nationale suisse, à Zurich, compte de chèques postaux n° VIII 939.

Union des Républiques soviétiques socialistes (URSS.) * **.

Vatican (Etat de la Cité du). L'importation de billets de banque et papier-monnaie italiens est interdite.

* L'Office de compensation, à Zurich, et les offices de poste donnent tous renseignements au sujet du service des paiements avec ceux des pays ci-après dont le nom est suivi d'un astérisque *.

** Tous les paiements doivent être effectués à la Banque nationale suisse, à Zurich, compte de chèques postaux n° VIII 939.

Représentant-voyageur

Suisse, 34 ans, sérieux et actif, connaissant toutes les parties de la montre et visitant actuellement la clientèle suisse, cherche à entrer en relations avec bonne maison d'horlogerie, pour entreprendre des voyages dans les pays étrangers de langue française, Belgique, France, Afrique du Nord, etc. Certificats et recommandations à disposition. Offres sous chiffre P 10391 N, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

Uruguay-Argentine

Maison avec excellentes références cherche
représentations

de fabrique de montres. Offres sous chiffre
Gc 11549 Z, à Publicitas Zurich.

Invention

Fabrique d'appareils et d'outillage de haute précision (mécanique et horlogerie), s'intéresse à l'achat de toute invention, licence de fabrication, d'instruments et nouveautés bien au point, cadrant avec son programme de fabrication. Ecrire sous chiffre P 3877 N, à Publicitas Neuchâtel.

Horlogers complets

première force, diplômés E. H. Genève, demandent terminages soignés par grandes séries suivies. Références de premier ordre. Ecrire sous chiffre T 65482 X, à Publicitas Genève.

Voyageur

expérimenté, spécialement introduit auprès des pierristes et fabricants d'horlogerie, cherche changement de situation pour de suite ou date à convenir, horlogerie ou branches annexes. Offres avec conditions sous chiffre P 3880 N, à Publicitas Neuchâtel.

Horloger complet

régleur de précision, pouvant conduire fabrication, cherche changement de situation, éventuellement gérance de magasin. Ecrire sous chiffre U 65855 X, à Publicitas Genève.

La boîte de belle coupe



Stila S.A.
FABRIQUE DE BOITES. LA CHAUX-DE-FONDS

PIERRES FINES POUR HORLOGERIE SOIGNÉE

Spécialité petits diamètres

Kaeser & Perrin

NIDAU Bienne

M a i s o n f o n d é e e n 1 9 1 1

Mise en garde

Les marques ALPHA et ALFA sont la propriété de la maison LES FILS DE PAUL SCHWARZ-ETIENNE, fabricants d'horlogerie à La Chaux-de-Fonds, qui les a fait déposer et enregistrer comme suit : ALPHA, le 15 novembre 1935 sous N° 87167, ALFA, le 20 août 1935 sous N° 91.241. Tout emploi abusif de l'une ou de l'autre des marques Alpha ou Alfa, toute imitation ou contrefaçon de ces marques, seront poursuivis rigoureusement par la voie pénale et par la voie civile. Cette mise en garde s'adresse également à MM. les fabricants d'horlogerie qui seraient sollicités par la maison G. Kessel de Mexico.

La Chaux-de-Fonds, le 12 juillet 1945.

Les Fils de Paul Schwarz-Etienne.

L'extension de nos services diplomatiques

On confirme enfin officiellement, ce que l'on savait déjà depuis longtemps, à savoir que le lieutenant-colonel Bernard Barbey est désigné pour remplir les fonctions d'attaché de presse auprès de la légation de Suisse à Paris. Nous apprenons qu'il entrera en fonctions immédiatement puisqu'il gagnera son poste encore dans le courant du mois.

Bien connu en Suisse romande, le nouvel attaché de presse, originaire de Chexbres et Sainte-Croix, est âgé de 45 ans. Après avoir terminé ses études aux Universités de Genève et de Lausanne, il se voua à la carrière des lettres et fit du journalisme. Il se fixa à Paris où, de 1935 à 1938, il fut rédacteur en chef de la « Revue hebdomadaire » et rédacteur littéraire des Editions Fayard. On lui doit plusieurs romans et nouvelles que la critique accueillit avec faveur. Au début de la guerre, il revint en Suisse et fut attaché à l'état-major personnel du général.

La nomination de ce premier attaché de presse marque une nouvelle étape dans l'extension de nos services diplomatiques réclamée depuis longtemps et que le chef du Département politique fédéral avait laissé entrevoir lors de son discours au Conseil national pendant la dernière session parlementaire. En effet, on se propose à Berne d'adjoindre des attachés de presse à toutes nos principales légations et en premier lieu à celles de Londres et de Washington. Pour Rome, la chose n'est pas encore décidée; pour le moment, la Suisse y a un agent officiel, journaliste de profession, qui s'y occupe des questions de presse. On peut donc s'attendre prochainement à la nomination de nouveaux attachés de presse, ainsi que d'attachés commerciaux.

Toutes ces questions sont examinées au Département politique fédéral en corrélation avec l'extension de nos services diplomatiques, par la création notamment de nouvelles légations, probablement au Danemark, en Norvège, au Mexique, au Canada et en Afrique du Sud. En outre, quelques consulats généraux seront probablement transformés en légations, comme par exemple au Chili. On parle aussi d'envoyer un ministre à Lisbonne où nous n'avons jusqu'à présent qu'un chargé d'affaires. D'autres nouveaux postes sont encore à l'étude. On peut donc s'attendre prochainement à un mouvement diplomatique important.

Brésil-Suisse

Les associations patronales horlogères étaient invitées à assister vendredi 13 juillet 1945 à une conférence de M. le ministre suisse au Brésil Henry Vallotton, au Palais Depeyrou à Neuchâtel.

M. le ministre Vallotton entretint ses auditeurs de la situation dans la grande république sud-américaine et des possibilités pour nos industries d'exportation d'améliorer nos relations avec elle.

Au surplus, nous renvoyons nos lecteurs à l'article de notre collaborateur C. B. intitulé « Perspectives brési-liennes » paru dans notre numéro du 12 juillet 1945.

Le conférencier fut introduit par M. Albert Amez-Droz, directeur de la Chambre suisse de l'horlogerie.

Le nivellement des salaires

Depuis plusieurs années, et en particulier depuis la guerre, la politique en matière de salaires s'est inspirée toujours davantage de considérations sociales. Au lieu de prendre uniquement en considération, comme autrefois, les prestations du travailleur, on a tenu compte également, pour sa rémunération, de son état-civil, de ses charges de famille et, enfin, du pouvoir d'achat de ses charges de famille et, enfin, du pouvoir d'achat matière de salaires a fortement contribué, par les recommandations qu'elle a publiées régulièrement depuis le début des hostilités, à développer cette politique dite du salaire social, en opposition à celle du salaire basé sur le seul rendement.

On ne peut qu'approuver, en principe, cette évolution dans les conceptions en matière de rémunération du travail. Mais en toute chose, et dans ce domaine également, il faut garder la mesure. En effet, si le salaire attribué à l'ouvrier qualifié s'écarte de moins en moins de celui accordé au travailleur non qualifié, l'on en arrivera à ce que cet ouvrier qualifié ne trouve plus aucun intérêt à développer sa formation professionnelle ou celle de ses enfants. En effet, se dira-t-il, à quoi bon chercher, à force d'énergie et de peines, à compléter mes connaissances techniques ou celles de mes descendants si je sais que mon salaire ou le leur ne différera pas sensiblement, après tous mes efforts, de celui de l'ouvrier qui n'a jamais cherché à se perfectionner.

Or, les chiffres récemment publiés par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, et reproduits dans le dernier rapport de l'Union centrale des associations patronales démontrent une tendance progressive au nivellement des salaires, qui justifie à certains égards les inquiétudes de ceux qui craignent sa répercussion sur la qualification de la main-d'œuvre. Selon cette statistique, alors que la différence entre les salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés était de 35 % en 1913, de 30 % en 1923, de 31 % en 1937 et de 28 % en 1939, elle n'est plus que de 18 % pour le premier semestre de 1944.

Ces chiffres donnent à réfléchir. Il est vrai qu'ils reflètent, dans une certaine mesure, une situation exceptionnelle en ce sens que, pour compenser la hausse du coût de la vie, il a fallu accorder aux catégories inférieures de salariés des allocations de renchérissement proportionnellement plus élevées que celles attribuées aux catégories supérieures. Lorsque le niveau de la vie baissera, cet état de choses s'atténuera sans doute. Mais les données statistiques reproduites ci-dessus prouvent que si cette tendance au nivellement a été accentuée par la guerre, elle constitue cependant un phénomène plus profond, antérieur aux hostilités et dont l'aggravation risquerait de porter un grave coup à notre industrie. Celle-ci ne peut, en effet, chacun le sait, vivre sans une main-d'œuvre qualifiée, qui ne pourra subsister que si sa rétribution dépasse suffisamment celle de la main-d'œuvre ordinaire. Il s'agit donc là d'un problème auquel il sied de porter une attention particulière, au moment où la Suisse cherche à assurer sa place sur les marchés étrangers, place qu'elle ne pourra en particulier obtenir que grâce à une production de qualité.

Rédacteur responsable de la partie publicitaire: Publicitas S. A., Neuchâtel.

DORAGE

Articles spéciaux
Maroquinerie
Horlogerie
Mouvement
Bouchons
Roues

SPÉCIALITÉ: DORAGE ROSE

ESTOPPEY-ADDOR

BIENNE Tél. 2 40 92

La plus ancienne maison
de la branche en Suisse

Employé

(employée) de bureau, capable, bien au courant de la comptabilité, paies, caisses de compensation, correspondance, est demandée par fabrique de la place. Faire offres manuscrites détaillées avec références, prétentions et date d'entrée possible, sous chiffre P 10376 N, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

Mécanicien-boîtier

de première force, cherche à reprendre petite fabrique de boîtes de montres. Paiement comptant. Offres sous chiffre P 3693 N, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

ON CHERCHE

Ancienne maison bien installée cherche travaux à exécuter en grandes séries pour l'horlogerie ou branches annexes. Devrait éventuellement être mise au courant de la partie. Faire offres sous chiffre S 22675 U, à Publicitas Bienne.

Vérifiage pierres fines

A. Gonthier, 31, rue du Rhône, Genève.

Sertisseur

La maison Piguet Frères & Cie s. a., Le Brassus (Vaud), engagerait au plus vite ouvrier qualifié pour le sertissage à la main de mouvements soignés. A défaut, formerait jeune homme consciencieux et adroit, si possible ayant des connaissances horlogères.

Fabrique de

PRÉPARAGES

ROGER FAIVRE
COURTEMAICHE

pour l'horlogerie

Téléphone 3.61

Fil d'acier corde à piano

poli, en torches, dimensions 0,40 mm., 0,50 mm. 0,70 et 0,80 mm., serait acheté. Indiquer prix et quantité, sous chiffre D 66249 X, à Publicitas Genève, ou téléphone 5.40.44 Genève.

Horlogers complets

qualifiés, seraient engagés selon époque à convenir sur les différentes parties de l'horlogerie, qualité très soignée. Places stables garanties. Audemars Piguet S. A., Brassus, Genève.

On demande

quantités importantes montres étanches 10 1/2 - 11", secondes au centre, 17 rubis, incabloc, antimagnétiques, fonds acier, cadrans radium. Paiement comptant. Faire offres à case postale 270 Rive, Genève.

VERBIER

Hôtel-Pension Rosa-Blanche

Pension de famille recommandée à partir de Fr. 10.-
Bonne cuisine bourgeoise. Prospectus. Chambres libres
depuis le 10-15 août. H. Fellay-Howald propriétaire

Registre du commerce

22/6/45. — Isola S. A., à Saint-Sulpice, fabrication et commerce d'horlogerie. Cette raison sociale est radiée d'office du registre du commerce du Val-de-Travers par suite de transfert du siège de la société à La Chaux-de-Fonds.

25/6/45. — P. Varrin, à Courgenay, fabrication d'horlogerie. La raison est radiée par suite de remise de commerce. L'actif et le passif sont repris par la maison « Gilbert Périat », à Courgenay.

25/6/45. — Zodiac S. A., au Locle, fabrication et commerce de l'horlogerie, ainsi que toute activité se rapportant à la branche horlogère. Suivant constat authentique de son assemblée générale extraordinaire du 22 juin 1945, cette société a décidé de porter son capital de 51.000 à 100.000 francs par l'émission de 98 actions de 500 francs chacune dont 58 entièrement libérées par compensation, avec des créances à due concurrence, et 40 libérées à concurrence de 50 %. Le capital social est actuellement de 100.000 francs, divisé: a) en 204 actions de 250 francs chacune, entièrement libérées; b) en 58 actions de 500 francs chacune, entièrement libérées; c) en 40 actions de 500 francs chacune, libérées à concurrence de 50 %. Les actions sont nominatives. Le capital est donc libéré de 90.000 francs. Il a été créé 70 bons de jouissance, nominatifs, sans valeur nominale, donnant droit à une part du bénéfice net. Ces bons sont répartis aux actionnaires fondateurs, à raison d'un bon par deux actions. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Le conseil d'administration se compose de 1 à 5 administrateurs.

25/6/45. — Manufacture de Boîtes S. A., à Delémont, société anonyme. Le conseil d'administration est composé de Robert Raaflaub, père, président (déjà inscrit); Albert Gerber (déjà inscrit); Robert Raaflaub, fils, secrétaire, de Gessenay, à Delémont (inscrit jusqu'à présent comme directeur). La signature d'Ernest Stähli, administrateur décédé, est radiée. Jean Raaflaub, de Gessenay, à Moutier, a été nommé directeur. La société est engagée par la signature individuelle de Robert Raaflaub, père, et par la signature collective à deux de l'administrateur Robert Raaflaub, fils, du directeur Jean Raaflaub, ou du fondé de pouvoir Alfred Gilliard.

2/7/45. — Brigos S. A., à La Chaux-de-Fonds, fabrication et vente d'horlogerie, avec spécialité de pendulettes. Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 12 juin 1945, la société a révisé ses statuts et les a adaptés aux dispositions actuelles du Code des obligations. Elle a désormais pour but la fabrication et la vente d'horlogerie, y compris les pendulettes et articles spéciaux. Le capital social, jusqu'ici de 1000 francs, divisé en 10 actions nominatives de 100 francs chacune, entièrement libérées, a été porté à 50.000 francs par l'émission de 48 nouvelles actions au porteur de 1000 francs. Les 10 anciennes actions de 100 francs ont été transformées en 2 actions de 1000 francs au porteur. Le capital social est donc de 50.000 francs, divisé en 50 actions au porteur de 1000 francs; il est libéré jusqu'à concurrence de 37.500 francs par compensation avec une créance que possède Marguerite Aubry-Gostely contre la société. Le conseil d'administration est composé de 1 à 3 membres. L'administratrice Marguerite Aubry, née

Gostely (déjà inscrite), continue d'engager la société par sa signature individuelle.

4/7/45. — Charles Montandon, à La Chaux-de-Fonds, commerce de fournitures industrielles (outillage d'horlogerie et petite mécanique). La procuration individuelle est conférée à Lily Rothen, de Wahlern (Berne) et Les Bayards (Neuchâtel), à La Chaux-de-Fonds.

4/7/45. — Flückiger et Cie, à La Chaux-de-Fonds, société en nom collectif, fabrication de boîtes de montres or. La société est transformée en société en commandite, dès le 1^{er} janvier 1945. Emile Flückiger reste associé indéfiniment responsable et Edgar Cléménçon et Maurice-Millet Flückiger deviennent commanditaires, le premier pour la somme de 34.000 francs et le second pour 16.000 francs versés en espèces. La procuration individuelle est conférée à Edgar Cléménçon et Maurice-Millet Flückiger.

4/7/45. — François Cattin, à La Chaux-de-Fonds, fabrication de boîtes de montres or. Cette raison est radiée ensuite de décès du titulaire. L'actif et le passif sont repris par la raison « Mme H. Cattin, successeur de François Cattin », inscrite ce jour, à La Chaux-de-Fonds.

4/7/45. — Mme H. Cattin, successeur de François Cattin, à La Chaux-de-Fonds. Le chef de la maison est Hélène Cattin, de Le Noirmont (Berne), à La Chaux-de-Fonds. Cette maison a repris l'actif et le passif de la raison « François Cattin », radiée ce jour, à La Chaux-de-Fonds. Fabrique de boîtes de montres en or. Rue du Nord 69.

4/7/45. — Grandy et Crevoisier, Aéro Watch, à Neuchâtel, société en nom collectif, horlogerie. La société est dissoute et radiée. L'actif et le passif sont repris par la société anonyme « Aéro Watch S. A. », à Neuchâtel, ci-après inscrite.

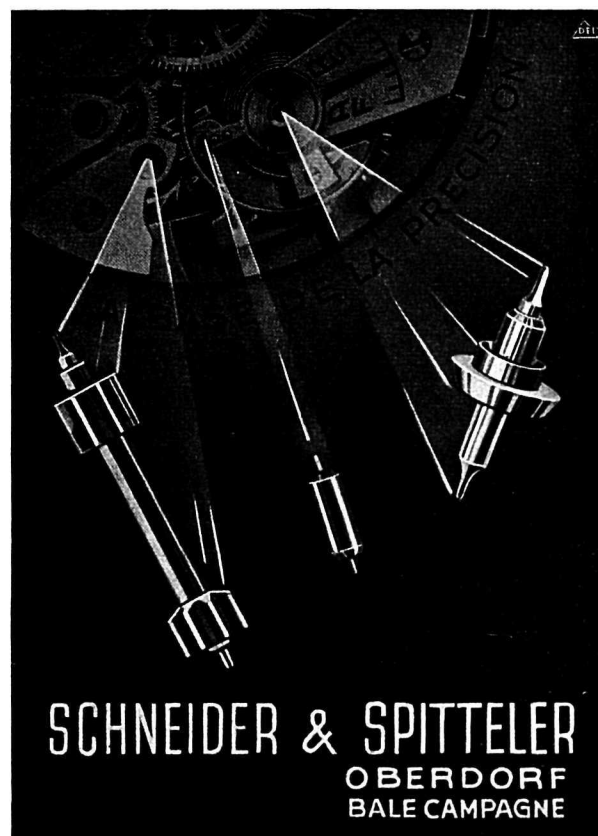
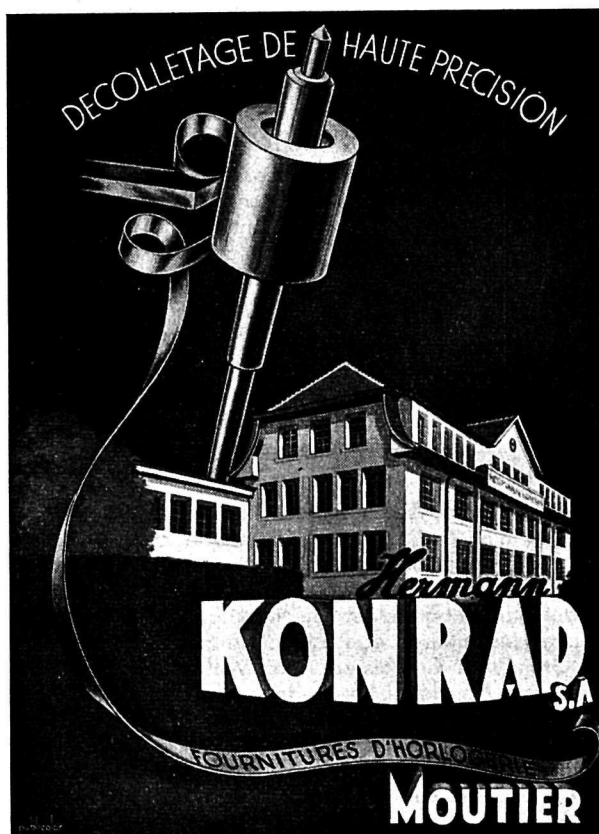
4/7/45. — Aéro Watch S. A., à Neuchâtel. Suivant statuts du 4 juin 1945 et acte authentique du 15 juin 1945, il a été constitué sous cette raison sociale une société anonyme qui a pour but la fabrication, l'achat et la vente d'horlogerie et de bijouterie. Elle reprend la suite des affaires et l'actif et le passif de l'entreprise « Grandy et Crevoisier, Aéro Watch », fabrique d'horlogerie à Neuchâtel. Le capital social est de 52.000 francs, divisé en 52 actions nominatives de 1000 francs chacune, libérées de 60 %. Le capital social est donc libéré à concurrence de 31.200 francs. Il est fait apport à la société de l'actif et du passif de l'entreprise « Grandy et Crevoisier, Aéro Watch » suivant bilan au 31 décembre 1944 accusant un actif brut de 153.121 fr. 35 et un passif de 119.380 fr. 47, soit un actif net de 33.740 fr. 88. Cet apport est accepté pour ce montant contre remise à Jean Grandy et Maxime Crevoisier, soit à chacun d'eux de 25 actions nominatives de 1000 francs chacune, libérées de 60 %, et d'une créance de 1870 fr. 44 envers la société. La société aura les profits et les charges de la société en nom collectif « Grandy et Crevoisier, Aéro Watch » avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1945. Les communications aux actionnaires sont faites par lettres recommandées et les publications sont insérées dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration de 1 à 5 membres. Sont nommés deux administrateurs: Maxime Crevoisier, de Mont-Favergier (Jura bernois), à Neuchâtel, président, et Jean Grandy, de Môtiers (Neuchâtel), à Neuchâtel, secrétaire, qui engageront la société par leur signature collective. Bureaux: Rue Saint-Honoré 1.

PROTEXO

LE BEAU ET BON BRACELET SYNTHÉTIQUE
ÉTANCHE, LAVABLE, SOUPLE, SOLIDE, ETC., ETC.

USINE A GENÈVE

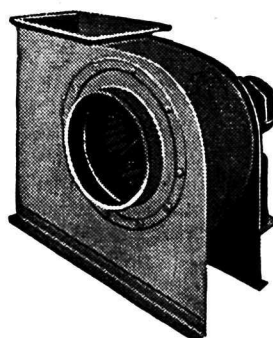
REYMOND TECHNIQUE HORLOGÈRE



Imprimeurs

HAEFELI & CO

LA CHAUX-DE-FONDS



Ventilateurs
A. RUEFLI
BIENNE

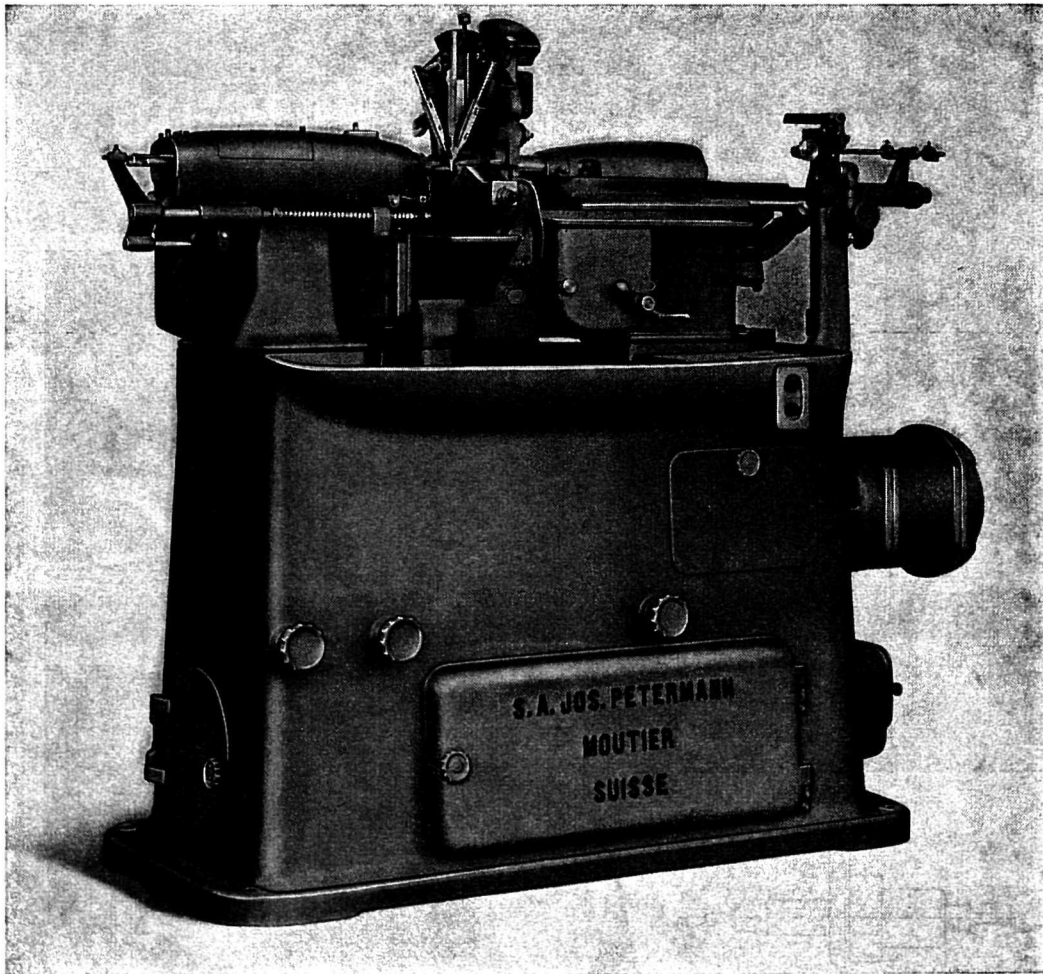
Route de Boujean 52 a
Téléphone 2.23.74

Installation de
dépoussiérage pour
tours à polir, lapidaires
Filtres à air

CHAUFFAGES A AIR

PETERMANN

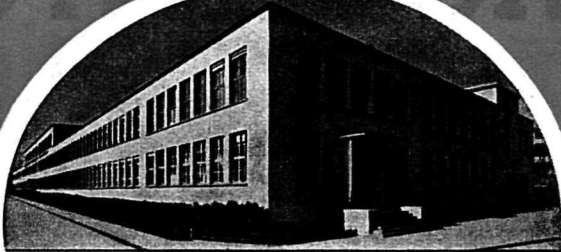
P 7



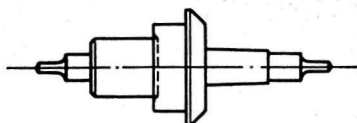
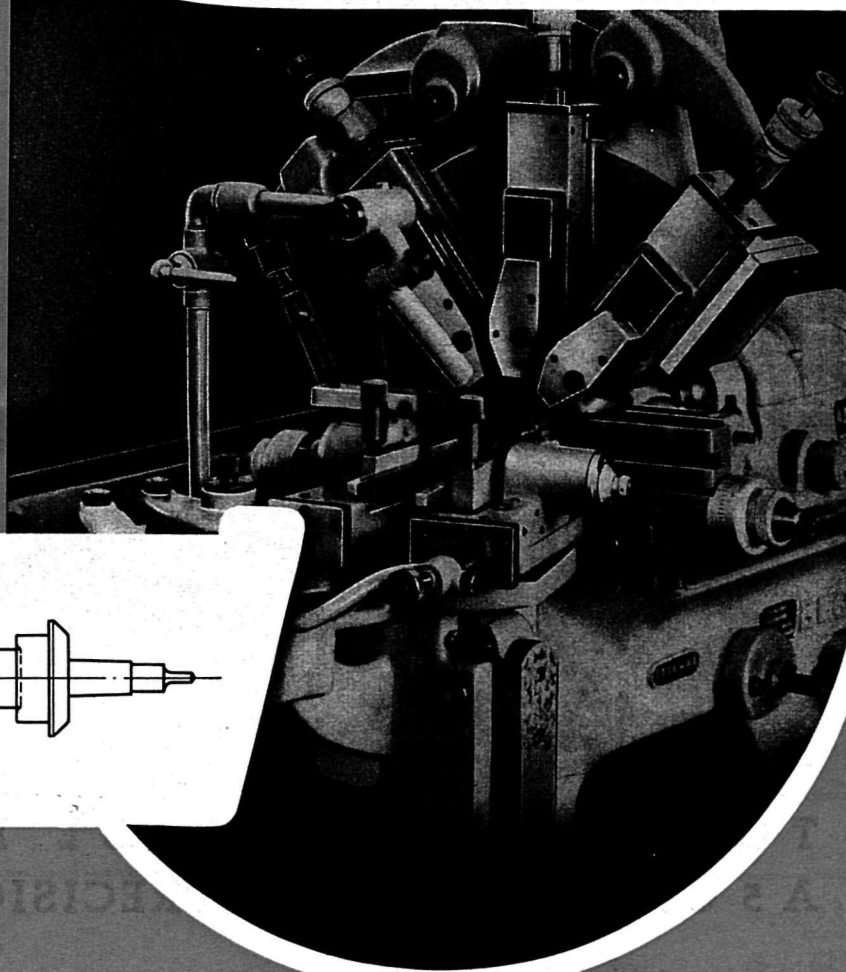
TOUR AUTOMATIQUE P 7 A 5 OUTILS, DE HAUTE PRÉCISION

MACHINES A TAILLER LES ROUES ET LES PIGNONS
MACHINES A FRAISER LES CARRÉS
MACHINES A TAILLER LES BREGUETS
MACHINES A MEULER LES INTÉRIEURS

S. A. JOS. PETERMANN - MOUTIER (SUISSE)



BECHLER



Le décolletage est la première opération par laquelle passent une bonne partie des pièces de la montre. Il importe donc d'en tenir les tolérances aussi serrées que possible. Les nouveaux tours automatiques BECHLER, d'une précision remarquable, répondent à toutes les exigences.

HAEFELI & Co.